

BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE BMS-SA

Pièces à fournir dans le cadre d'un prêt salarié consommation

- Demande manuscrite adressée au DG de la BMS-SA
- Contrat de travail ou arrêté d'intégration à la Fonction publique
- Photocopie de la pièce d'Identité en cours de validité
- Trois derniers bulletins de salaires
- Engagement de Domiciliation de salaire signé par l'employeur (DAF, TRESOR, etc.) et le salarié
- Attestation de travail Original signée
- Copie de la carte INPS/CMSS (si assurance perte emploi)
- BIC.

Service employeur :
Adresse de l'employeur :
Numéros de téléphone : Fixe : **Portable :**
Représentant de l'employeur : Mme/M.
Fonction du représentant de l'employeur :

/-)

**Monsieur le Directeur Général de la
Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA)
Hamdallaye ACI, BP : E 1280 Bamako**

Objet : Engagement de domiciliation irrévocable de salaire.

Monsieur le Directeur Général,

Nous venons de recevoir l'ordre de Mme/M.
..... occupant la fonction de
..... de domicilier
irrévocablement et inconditionnellement et à partir de ce jour, le montant de
ses appointements mensuels d'un montant de

Francs CFA ainsi que toutes autres sommes pouvant lui être dues par nous,
à la BMS-SA où il a ouvert un compte sous le numéro :

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
ML102			

(À rappeler lors des paiements)

Le présent ordre de domiciliation de salaire est irrévocable de notre part et demeure valable jusqu'à la réception par nos soins d'une **ATTESTATION DE NON ENDETTEMENT** de l'emprunteur délivrée par la BMS-SA.

Nous nous engageons en outre, à aviser immédiatement la BMS-SA de tous les changements pouvant intervenir dans la situation professionnelle de notre employé(e), en particulier en cas de départ. Auquel cas, nous virerons sur le compte sus indiqué la totalité des sommes dues à celui-ci au titre de ses droits ou toute autre somme que nous pourrions détenir pour son compte ; ce qui est expressément accepté par lui.

Nous déclarons ne pouvoir mettre fin à notre engagement tant que l'intéressé(e) restera devoir à la banque et qu'il fera partie de notre personnel.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre franche collaboration.

Bamako, le/...../.....

Signature et cachet pour ACCORD

LE SERVICE EMPLOYEUR

L'INTERESSE(E)



FORMULAIRE TYPE D'OBTENTION DU CONSENTEMENT DANS LE CADRE DU SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LE CREDIT DANS L'UMOA

[PERSONNE PHYSIQUE]

Je soussigné,	Date : __ / __ / __
Nom :	
Prénom (s) :	
Adresse :	
Numéro de compte :	
<p>Accepte que les informations de crédit, historiques et courantes, me concernant notamment, les soldes approuvés et en souffrance, les limites de crédit, les cessations de paiement, le solde des arriérés auprès de la BMS-sa soient transmises à Creditinfo Volo 74, Résidence le Front Lagunaire, Plateau, Abidjan, Côte-D'ivoire [Art 41 points 2, 3 et 4, Art 44, points 1 et 2]¹</p> <p>Accepte que les informations précitées soient communiquées par Creditinfo Volo aux établissements ayant accès à sa (leur) base (s) de données, y compris ceux situés sur le territoire d'un autre Etat membre de l'UMOA. [Art 42 point 1, Art 44, point 4]</p> <p>Comprends que ces informations ne peuvent, en aucun cas, porter sur mes dépôts. [Art 53, alinéa 3]</p> <p>Comprends que Creditinfo Volo ne diffusera (ont) que les informations dont l'ancienneté n'excède pas cinq (5) ans. [Art 41, point 3]</p> <p>Comprends que Creditinfo Volo conservera (ont) les informations de crédit pendant une durée de cinq (5) ans supplémentaire après que j'ai cessé la relation d'affaires avec la BMS-sa. [Art 41, point 4]</p> <p>Comprends que j'ai le droit d'accès aux données me concernant dans la (les) base (s) de données de Creditinfo Volo afin de vérifier mes historiques de crédit, de contester et faire corriger ou radier des informations erronées dans ladite (lesdites) base (s) ou dans un rapport de crédit. [Art 44, point 7]</p> <p>Comprends que j'ai le droit de recevoir toutes les informations conservées par Creditinfo Volo sur mon historique de crédit, sous la forme d'un rapport de crédit gratuitement une (1) fois par an et en cas de litige lié à une erreur dans les données, imputable à BMS-sa ou à Creditinfo Volo. [Art 44, point 8].</p>	
Signature [avec mention obligatoire "lu et approuvé "]	

¹ Références de la Loi uniforme portant réglementation des BIC